

Excellence M. le Président, par devoir et par nécessité...

En vérité, la limitation constitutionnelle des mandats relève d'une forme **d'incongruité démocratique**. De bonne foi, mais dans un mimétisme primaire, nous avons jugé utile et pertinent d'établir, dans la loi fondamentale, que l'expérience acquise dans l'exercice du pouvoir devait être un critère disqualifiant pour continuer à l'exercer. Ma conviction est que le nécessaire débat conceptuel qui aurait pu mettre en lumière le caractère antidémocratique de cette disposition n'a pas réellement eu lieu en temps et en heure.

Lorsque la constitution dit qu'il faut avoir plus de 35 ans pour prétendre présider aux destinées d'une Nation, nous répondons que cela tombe sous le sens car il faut, effectivement, un minimum d'expérience de vie. Lorsque la constitution dit qu'il faut avoir moins de 75 ans pour prétendre diriger le pays nous répondons qu'il est vrai que ce monde en perpétuelle mutation nécessite, effectivement, vigueur et disponibilité intellectuelle. Mais lorsque cette même constitution, sous prétexte d'une hypothétique « respiration démocratique », impose la disqualification d'un candidat sortant au prétexte qu'il aurait déjà exercé le pouvoir suffisamment longtemps nous disons qu'elle biaise gravement le jeu démocratique.

Mais ce débat relatif à la constitution, nous le poserons à nouveau, en temps et en heure. **Car nous ne sommes pas concernés aujourd'hui, par cette question, dans notre pays**. Le sujet juridique est effectivement tranché depuis 2016 et la question de la candidature du Président Macky SALL à un second quinquennat est **exclusivement et éminemment politique**. C'est donc sur le plan politique que ma prise de parole s'inscrit aujourd'hui, dans la continuité de l'initiative louable des élus locaux de notre coalition.

Notre pays est à la croisée des chemins. Nous sommes le dernier îlot de stabilité au cœur d'une inquiétante ceinture de feu. Nos ressources naturelles, qui revêtent un statut stratégique nouveau en conséquence de la guerre d'Ukraine, attirent bien des convoitises. Des menaces protéiformes, endogènes et exogènes, font planer au-dessus de nous le risque de réduire à néant des décennies d'efforts de construction du socle du progrès. Et nous jouons à nous faire peur...

Il est indiscutable que le Président de la République est déjà rentré dans l'histoire. Son legs est massif et puissant. Son bilan, matériel et immatériel, est d'une amplitude sans précédent. Je ne me prêterai pas à l'exercice périlleux d'une litanie exhaustive des composantes phares de ce bilan ; elles s'imposent à tous avec la force de l'évidence. Nous pouvons dire sans ciller qu'il n'y a pas un seul sénégalais, où qu'il soit sur le territoire, qui n'ait pas été positivement impacté, sur les 12 dernières années, par le Yokkuté devenu PSE.

La preuve la plus éloquente du caractère indiscutable de ce bilan transformationnel nous est donnée par l'opposition elle-même ; en s'arcbutant sur la question du « 3^{ème} mandat », elle nous prouve tous les jours qu'elle place tous ses espoirs dans une « disqualification par principe » pour éviter la sanction des urnes.

Ce que je souhaite dire à notre Président de la République, son excellence Macky SALL, c'est que nous savons que lorsque l'on a fait autant, lorsque l'on a à ce point consenti le don de soi à la Nation il peut être tentant de passer la main, de se poser la question de servir autrement. Mais par définition, le corollaire du don de soi à la Nation c'est que vous ne vous appartenez plus. Le Sénégal, celui-là même que vous avez « au cœur », vaut tous les sacrifices et parmi ceux-ci, celui de le servir encore 5 ans, à la plus haute station. Par devoir et par nécessité.

Pour la patrie, d'abord. Je ne pense pas qu'il y ait eu, dans l'histoire de notre jeune nation, moment plus critique et plus décisif. Jamais l'expérience et le sens de l'Etat, la pondération et la mesure n'ont été si requis. Tenir le cap est une nécessité absolue, pour la cohésion sociale et la stabilité du pacte républicain, pour poursuivre la marche du progrès. Et nul autre que vous, M. le Président, ne peut incarner cette stature rassurante et rassérénante.

Pour le parti, ensuite. Excellence, Monsieur le Président, vous êtes le seul point fixe de notre coalition. C'est par votre maestria politique qu'elle tient et bat tous les records de longévité. Vous êtes le seul vecteur de consensus et c'est autour de votre vision pragmatique que se sont retrouvés des hommes de gauche et des libéraux, des non-alignés et des technocrates de la société civile. Cet attelage est à votre mesure, et à la vôtre seule.

Nous sommes prêts, tous autant que nous sommes, dans nos fiefs respectifs, à taire les divergences et tensions infécondes pour la poursuite de notre projet jusqu'en 2029 et au-delà. La continuité du Sénégal tel que nous le connaissons est à ce prix.

Cheikh BAKHOUM, Responsable politique de l'Alliance Pour la République